



**Rapport financier semestriel
de l'exercice 2013 – 2014**

(Période du 1^{er} avril 2013 au 30 septembre 2013)

Conseil d'administration du 27 novembre 2013

Société anonyme au capital de 18 688 179 Euros
Siège social : 208 Boulevard de Plombières – 13581 Marseille Cedex 20
351 980 925 RCS Marseille.

Sommaire

I	Déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier semestriel	3
II	Rapport semestriel d'activité au 30 septembre 2013	4
II.1	Présentation générale.....	4
II.2	Chiffre d'affaires consolidé.....	4
II.3	Résultats consolidés.....	5
II.4	Bilan consolidé	7
II.5	Flux de trésorerie consolidés.....	9
II.6	Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2013 – 2014.....	10
II.7	Perspectives	10
III	Comptes consolidés intermédiaires et notes annexes	11
III.1	Compte de résultat consolidé	11
III.2	Etat du résultat global total	12
III.3	Bilan consolidé	13
III.4	Tableau consolidé des flux de trésorerie	14
III.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	15
III.6	Notes annexes aux états consolidés intermédiaires	16
IV	Rapport des Commissaires aux comptes	34

I Déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé figurant au chapitre 3 du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe Avenir Telecom.

J'atteste également qu'à ma connaissance le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre 2 du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2013 – 2014 et leur incidence sur les comptes consolidés résumés, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 27 novembre 2013

Jean-Daniel Beurnier – Président du Conseil d'Administration et Directeur général

II Rapport semestriel d'activité au 30 septembre 2013

II.1 Présentation générale

Le Groupe Avenir Telecom est l'un des principaux distributeurs européens de produits et services de téléphonie mobile.

Le Groupe est le partenaire des principaux constructeurs de terminaux et opérateurs télécom européens dont il distribue les téléphones mobiles, abonnements et accessoires sur l'ensemble des canaux de distribution (magasins en propre sous l'enseigne Internity, sites web, Grandes Surfaces Alimentaires, Grandes Surfaces Spécialisées, revendeurs indépendants et magasins affiliés).

Le Groupe Avenir Telecom conçoit et distribue également une gamme complète d'accessoires et de produits multimédias sous licence de marque et sous marque propre.

Depuis mai 2013, le Groupe s'est également lancé dans la distribution de cigarettes électroniques et de recharges et accessoires dédiés, vendus à la fois au sein de son réseau propre en France et au travers de l'activité grossiste.

Au cours du premier semestre 2013 – 2014, le Groupe a poursuivi sa stratégie de développement dans un contexte économique difficile.

II.2 Chiffre d'affaires consolidé

Analyse du chiffre d'affaires par segment d'activité

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2013-2014	Premier semestre 2012-2013	% variation	Var. % hors vente export de terminaux mobiles et réseau Ensitel (1)
Distribution directe	83,0	95,4	-13,1%	-6,7%
Distribution indirecte	61,7	115,7	-46,7%	-20,7%
Chiffre d'affaires total	144,6	211,2	-31,5%	-12,9%

(1) Le 26 novembre 2012, le Groupe a cédé son activité directe multi-opérateur au Portugal constituée de 38 magasins.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2013-2014 s'élève à 144,6 millions d'euros, en baisse de 31,5% par rapport au premier semestre 2012 – 2013 (-12,9% hors vente export de terminaux mobiles et réseau Ensitel) dans un contexte de ralentissement de la consommation sur la plupart de ses marchés.

L'activité de distribution directe, qui représente 57,4% du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2013 – 2014, enregistre une baisse de 13,1% sur le semestre à 83,0 millions d'euros.

Hors effet périmètre négatif lié à la cession d'Ensitel au Portugal, le chiffre d'affaires de la distribution directe a enregistré une baisse de ses revenus de 6,7% qui résulte de la politique active de recentrage du parc de magasins Internity menée depuis plus d'un an.

En effet, au 30 septembre 2013, le Groupe comptait 461 magasins contre 526 magasins au 30 septembre 2012.

En terme de performances par pays, alors que le chiffre d'affaires est toujours sous pression en France, la situation s'est améliorée dans les autres pays européens où le Groupe est présent, notamment en Espagne, sur les deux premiers trimestres.

L'activité de distribution indirecte, qui représente 42,6% du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2013 - 2014, enregistre une baisse d'activité de 46,7% sur le semestre à 61,7 millions d'euros.

Le Groupe a poursuivi la réduction des volumes de vente de terminaux mobiles faiblement rémunérateurs au premier semestre 2013 – 2014 pour se concentrer sur des produits plus contributeurs à sa marge brute. Hors vente export de terminaux mobiles et réseau Ensitel, le chiffre d'affaires a baissé de 20,7% au premier semestre 2013 – 2014. La marge brute de la distribution indirecte, exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, a progressé de 4,9 points au cours du premier semestre 2013 – 2014.

Les ventes d'accessoires mobiles et multimédia sous licence et marque propre ont représenté près de 70% des volumes totaux de la distribution indirecte au cours du premier semestre 2013 – 2014.

II.3 Résultats consolidés

2.3.1 Analyse des résultats par activité

Distribution directe

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2013-2014	Premier semestre 2012-2013	% variation
Chiffre d'affaires	83,0	95,4	-13,1%
Marge brute	33,5	39,0	-14,1%
% marge brute	40,4%	40,9%	-0,5 point
Résultat opérationnel	(1,3)	(0,6)	na
% marge opérationnelle	-1,6%	-0,6%	- 1 point

Le Groupe Avenir Telecom a enregistré un chiffre d'affaires de 83,0 millions d'euros dans la distribution directe (réseau de magasins Internity) au premier semestre 2013 – 2014, en baisse de 13,1% par rapport au premier semestre 2012 – 2013.

La perte opérationnelle s'est concentrée sur la France où la rationalisation du parc de magasins Internity s'est poursuivie entre le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2013.

Le Groupe Avenir Telecom a maintenu un niveau élevé de marge brute à plus de 40% dans la distribution directe en lien avec le taux de marge élevé en France.

A compter de juin 2013, les magasins Internity ont développé les ventes de cigarettes électroniques et de recharges associées, qui ont contribué à améliorer le taux de marge brute.

Les coûts de gestion de cette activité ont baissé de 12,1%, notamment par la fermeture des points de vente non rentables. Le Groupe comptait 461 magasins au 30 septembre 2013 contre 526 magasins au 30 septembre 2012.

Distribution indirecte

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2013-2014	Premier semestre 2012-2013	% variation
Chiffre d'affaires	61,7	115,7	-46,7%
Marge brute	10,8	14,7	-26,5%
% marge brute	17,6%	12,7%	+4,9 points
Résultat opérationnel	0,2	2,5	na
% marge opérationnelle	0,3%	2,1%	-1,8 point

Le Groupe Avenir Telecom a réalisé un chiffre d'affaires de 61,7 millions d'euros dans la distribution indirecte au premier semestre 2013 – 2014, en baisse de 46,7% par rapport au premier semestre 2012 – 2013. Le chiffre d'affaires de la distribution indirecte a été essentiellement soutenu par les ventes d'accessoires mobiles et multimédias qui ont représenté près de 70% des volumes, lié au développement de la base clients mondiale et aux concepts de distribution implémentés en Europe auprès des opérateurs.

La marge brute s'est repliée à 10,8 millions d'euros au premier semestre 2013 – 2014 en raison de la baisse des volumes pour le compte d'opérateurs télécom. Au 30 septembre 2012, la marge brute comprenait un profit de 2,8 millions d'euros au titre du remboursement d'une taxe liée à l'achat de certains produits sur les périodes précédentes.

L'évolution favorable de 4,9 points de la marge brute en % du CA a été induite par une forte réduction des volumes de ventes de terminaux mobiles peu rémunérateurs et l'introduction de l'activité des cigarettes électroniques et recharges en France.

Le Groupe a poursuivi sa stratégie de développement de l'accessoire avec la croissance de l'activité de gestion externalisée des linéaires d'accessoires en opérant plus de 1 500 points de vente à travers l'Europe.

Le résultat opérationnel s'est élevé à 0,2 million d'euros, contre un profit de 2,5 millions d'euros au premier semestre 2012 – 2013. Il représente ainsi une marge opérationnelle de 0,3% du chiffre d'affaires.

Sur la période, les charges opérationnelles ont été maîtrisées, en baisse de 13,1%.

2.3.2 Compte de résultat consolidé

Milliers d'euros	30 septembre 2013	30 septembre 2012	% variation
	(6 mois)	(6 mois)	
Chiffre d'affaires	144,6	211,2	-31,5%
Coût des services et produits vendus	(100,2)	(157,4)	-36,3%
Marge brute	44,4	53,7	-17,3%
Taux de marge brute	30,7%	25,4%	+5,3 points
Frais de transport et de logistique	(3,0)	(3,1)	-3,2%
Coûts des réseaux de distribution directe	(27,3)	(31,4)	-13,1%
Autres charges commerciales	(4,6)	(4,5)	+2,2%
Charges administratives	(10,4)	(12,9)	-19,4%
Autres produits et charges, nets	(0,1)	(0,0)	na
Résultat opérationnel	(1,1)	1,8	na
Produits financiers	0,0	0,0	-
Charges financières	(0,7)	(0,9)	-22,2%
Résultat financier	(0,7)	(0,9)	-22,2%
Résultat des activités poursuivies avant impôts sur le résultat	(1,8)	0,9	na
Impôts sur le résultat	(1,1)	(1,4)	-21,4%
Résultat net des activités poursuivies	(3,0)	(0,4)	na
Résultat net après impôts des activités abandonnées	0,0	(0,1)	-100,0%
Résultat net	(2,9)	(0,5)	-480,0%

La marge brute consolidée s'élève à 44,4 millions d'euros au premier semestre 2013 – 2014, en baisse de 17,3% par rapport au premier semestre 2012 – 2013. Le taux de marge brute augmente de 5,3 % pour s'établir à 30,7% du chiffre d'affaires sous l'effet de la part plus importante de l'activité directe dans le chiffre d'affaires total.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à -1,1 million d'euros au premier semestre 2013 – 2014 contre un profit de 1,8 million d'euros sur l'exercice précédent.

Les effectifs du Groupe ont baissé de 14% au premier semestre 2013 – 2014 et sont passés de 2 213 personnes au 30 septembre 2012 à 1 895 personnes au 30 septembre 2013 (1 982 personnes au 31 mars 2013).

Le résultat financier de -0,7 million d'euros prend en compte principalement les intérêts sur emprunts et découverts bancaires pour -0,7 million d'euros contre -0,9 million d'euros sur le premier semestre 2012 – 2013.

La charge d'impôt au premier semestre 2013 – 2014 s'élève à 1,1 million d'euros contre 1,4 million d'euros au premier semestre 2012 – 2013. Des actifs d'impôts différés d'un montant de 1,6 millions d'euros n'ont pas été reconnus sur la période au titre de pertes générées dans certaines juridictions fiscales.

Le résultat net du Groupe sur le premier semestre 2013 – 2014 est une perte de 2,9 millions d'euros.

II.4 Bilan consolidé

Le total du bilan au 30 septembre 2013 s'élève à 189,7 millions d'euros contre 210,8 millions d'euros au 31 mars 2013.

2.4.1 Actif

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Actifs non courants		
Ecart d'acquisitions nets	7,9	7,8
Autres immobilisations incorporelles nettes	13,0	13,2
Immobilisations corporelles nettes	11,3	13,2
Instruments financiers dérivés - Part non courante	-	-
Autres actifs non courants nets	4,6	4,8
Impôts différés	23,0	23,0
Total actifs non courants	59,7	62,0
Actifs courants		
Stocks nets	40,3	41,6
Créances clients nettes	60,6	63,0
Instruments financiers dérivés - Part courante	-	-
Autres actifs courants	13,0	20,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15,4	22,6
Total actifs courants	129,2	148,0
Activités abandonnées		
Actifs des activités abandonnées	0,8	0,8
TOTAL ACTIF	189,7	210,8

Actifs non courants

Les actifs non courants s'élèvent à 59,7 millions d'euros au 30 septembre 2013 contre 62,0 millions d'euros au 31 mars 2013 et incluent principalement :

- 7,9 millions d'euros d'écarts d'acquisition qui comprennent principalement les écarts d'acquisitions relatifs à la distribution indirecte au Royaume-Uni (6,2 millions d'euros). Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes s'élèvent à 24,3 millions d'euros contre 26,4 millions d'euros au 31 mars 2013. Les immobilisations incorporelles brutes s'élèvent à 29,6 millions d'euros contre 30,6 millions d'euros au 31 mars 2013. Les acquisitions de la période s'élèvent à 0,4 million d'euros. Les immobilisations corporelles brutes s'élèvent à 57,7 millions d'euros contre 58,1 millions d'euros au 31 mars 2013, et comprennent notamment 0,3 million d'euros d'acquisitions et 0,3 million d'euros de cessions.
- Les autres actifs non courants nets s'élèvent à 4,6 millions d'euros contre 4,8 millions d'euros au 31 mars 2013, et concernent principalement les dépôts et cautionnements versés lors de la souscription du bail des magasins de l'activité distribution directe.
- On constate en outre 23,0 millions d'euros d'impôts différés actifs à l'identique au 31 mars 2013, principalement liés aux pertes fiscales reportables.

Actifs courants

Les actifs courants représentent 129,2 millions d'euros contre 148,0 millions d'euros au 31 mars 2013. Ils comprennent essentiellement :

- Les stocks nets qui s'élèvent à 40,3 millions d'euros contre 41,6 millions d'euros au 31 mars 2013. La dépréciation sur stocks représente 9,5 % du stock brut (8,9% pour le matériel de téléphonie mobile et 12,7% pour le matériel multimédia) contre 9,2% au 31 mars 2013 (8,3% pour le matériel de téléphonie mobile et 13,7% pour le matériel multimédia); la rapide obsolescence technologique et commerciale de ce type de produits implique une gestion très rigoureuse des stocks.
- Les créances clients nettes s'élèvent à 60,6 millions d'euros contre 63,0 millions d'euros au 31 mars 2013, après prise en compte d'une dépréciation de 4,7 millions d'euros, représentant 7,1% des créances brutes contre 8,0% au 31 mars 2013. Les créances nettes comprennent des créances et factures à établir cédées pour un montant de 10,6 millions d'euros dans le cadre de l'affacturage ou du financement des lignes de crédit court terme du Groupe. La Société conservant la majeure partie des risques et des avantages liés à ces créances, elles sont maintenues à l'actif du bilan.
- Les autres actifs courants s'élèvent à 13,0 millions d'euros contre 20,8 millions d'euros au 31 mars 2013 et prennent en compte principalement 4,5 millions d'euros d'avoirs à recevoir et d'acomptes reçus de fournisseurs et 3,7 millions d'euros de créances TVA et autres créances sur l'État.

- La trésorerie s'élève à 15,4 millions d'euros contre 22,6 millions d'euros au 31 mars 2013.

2.4.2 Passif

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Capitaux propres		
Capital social	18,7	18,7
Primes d'émission	7,7	7,7
Réserves consolidées	41,0	43,9
Écart de conversion	(2,9)	(3,1)
Résultat de l'exercice	(2,9)	(2,9)
Intérêts minoritaires	-	-
Total capitaux propres	61,4	64,2
Passifs non courants	-	-
Dettes financières – part non courante	21,6	25,6
Provisions et autres passifs – part non courante	0,6	0,6
Instruments financiers dérivés – part non courante	0,0	0,0
Impôts différés	1,6	1,6
Total passifs non courants	23,8	27,8
Passifs courants	-	-
Dettes financières – part courante	9,8	8,7
Découvert bancaire	4,9	4,7
Provisions – Part courante	4,5	4,7
Fournisseurs	56,8	67,0
Instruments financiers dérivés – part courante	-	-
Dettes fiscales et sociales	17,3	18,3
Dettes d'impôts courants	2,3	1,6
Autres passifs courants	7,4	12,3
Total passifs courants	103,0	117,2
Activités abandonnées	-	-
Passifs des activités abandonnées	1,6	1,6
Total passif	189,7	210,8

Capitaux propres

Les capitaux propres ressortent à 61,4 millions d'euros contre 64,2 millions d'euros au 31 mars 2013.

Passifs non courants

Les passifs non courants s'élèvent à 23,8 millions d'euros contre 27,8 millions d'euros au 31 mars 2013. Ils comprennent essentiellement la part non courante des dettes financières pour 21,6 millions d'euros contre 25,6 millions d'euros au 31 mars 2013. Voir la note sur les événements post-clôture.

Dettes financières

Les dettes financières nettes totales (dettes financières courantes et non courantes auxquelles s'ajoutent les découverts bancaires nets de la trésorerie à l'exclusion des instruments financiers dérivés et des intérêts courus) s'élèvent à 20,9 millions d'euros contre 16,3 millions d'euros au 31 mars 2013.

Les dettes financières brutes s'élèvent à 31,3 millions d'euros contre 34,2 millions d'euros au 31 mars 2013, dont 9,8 millions d'euros à moins d'un an contre 8,7 millions d'euros au 31 mars 2013.

Au 30 septembre 2013, le ratio d'endettement net (dettes financières nettes / capitaux propres) représente 34 % des capitaux propres consolidés, contre 25% au 31 mars 2013, et le ratio de dettes financières nettes / EBITDA représente 2,43 x contre 1,21 x au 31 mars 2013.

Passifs courants

Le total des passifs courants s'élève à 103,0 millions d'euros contre 117,2 millions d'euros au 31 mars 2013.

Il comprend, outre, les éléments suivants :

- le poste fournisseurs qui s'élève à 56,8 millions d'euros contre 67,0 millions d'euros au 31 mars 2013 ;
- 4,9 millions d'euros de découverts bancaires contre 4,7 millions d'euros au 31 mars 2013 ;
- la part courante des dettes financières pour un montant de 9,8 millions d'euros décrites ci-dessus ;
- les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 17,3 millions d'euros contre 18,3 millions d'euros au 31 mars 2013 ;
- les autres passifs courants s'élèvent à 7,4 millions d'euros contre 12,3 millions d'euros au 31 mars 2013. Parmi les autres éléments du poste « autres passifs courants » figurent : des clients créditeurs et avoirs à établir pour 4,2 millions d'euros et des produits et rémunérations constatés d'avance, conditionnés à la réalisation d'objectifs commerciaux futurs, pour 1,7 millions d'euros.

II.5 Flux de trésorerie consolidés

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des flux de trésorerie:

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2013-2014	Premier semestre 2012-2013
Capacité d'autofinancement des activités poursuivies	(0,3)	3,2
Variation des actifs nets et passifs d'exploitation, hors effets des acquisitions (BFR)	(3,7)	(2,6)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies	(4,0)	0,6
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées	0,0	(0,0)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(4,0)	0,6
Flux d'investissement	(0,6)	(0,7)
Cash-flows libres d'exploitation	(4,6)	(0,1)
Acquisitions/Cessions de filiales	(0,0)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2,8)	(4,4)
Incidence des variations de change sur la trésorerie	0,1	0,3
Variation de trésorerie	(7,2)	(4,2)
Trésorerie à l'ouverture	22,6	36,3
Trésorerie à la clôture	15,4	32,1

L'exploitation consomme 4,0 millions d'euros de flux de trésorerie opérationnels dont -0,3 million d'euros de capacité d'autofinancement des activités poursuivies et 3,7 millions d'euros d'augmentation du besoin en fonds de roulement.

Les cash-flows libres d'exploitation (flux de trésorerie d'exploitation - flux d'investissement hors acquisition/cession de filiales) s'élève à -4,6 millions d'euros, après des flux d'investissement représentant un besoin de 0,6 million d'euros.

Les flux de financement représentent un besoin de 2,8 millions d'euros, principalement lié au remboursement des emprunts.

L'ensemble de ces flux explique une diminution de trésorerie pour 7,2 millions d'euros, pour une trésorerie à l'actif du bilan de 15,4 millions d'euros.

II.6 Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2013 – 2014

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Groupe Avenir Telecom pour le second semestre 2013 – 2014 concernent l'environnement économique et la pression déflationniste sur le marché de la téléphonie mobile en Europe, qui devraient continuer à peser sur l'activité du Groupe Avenir Telecom. Parallèlement, le Groupe devrait poursuivre son redéploiement vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

II.7 Perspectives

Dans un contexte de marché qui ne montre pas de signes d'amélioration à court terme, le Groupe Avenir Telecom vise la poursuite de ses efforts de réduction de coûts ainsi que les produits du lancement commercial de ses nouvelles activités d'accessoires et objets connectés, e-cigarettes et mobiles low cost.

Dans un marché des objets connectés qui devrait compter 500 milliards d'appareils au niveau mondial à horizon 2020 contre 5 milliards aujourd'hui (source : Ericsson), Avenir Telecom va poursuivre :

- le développement de ses gammes d'accessoires et d'objets connectés en s'appuyant sur sa forte capacité d'innovation et sur son réseau de distribution mondial ;

- le renforcement du portefeuille de téléphones mobiles à forte valeur ajoutée ;
- l'optimisation de la gestion des offres opérateur dans un réseau dédié et la gestion active du mix produits de son réseau de magasins multi opérateurs.

Fort de son savoir-faire de distributeur et de sa connaissance du mass market, Avenir Telecom a saisi l'opportunité des cigarettes électroniques : à l'issue d'une phase de test commercial concluante au cours du premier semestre 2013 – 2014, Avenir Telecom se lance sur le marché en pleine expansion des cigarettes électroniques avec la création d'une gamme propre de cigarettes électroniques. Ces produits vont venir enrichir l'assortiment des produits dans les magasins Internity et ainsi contribuer à améliorer le taux de marge brute. Ces produits conçus par Avenir Telecom vont également être distribués via la grande distribution avec une stratégie de vente des arômes et des accessoires connexes.

Les cigarettes électroniques devraient, avec les accessoires et objets connectés, contribuer à fortement faire évoluer le mix produits du Groupe Avenir Telecom dans les prochaines années.

Évènement post-clôture

Incertitude sur la continuité d'exploitation

Au cours du semestre, le Groupe Avenir Telecom a complété son portefeuille d'activité autour du développement des ventes d'accessoires et objets connectés sous marque propre et licence, par la commercialisation de mobiles et tablettes à bas prix et de cigarettes électroniques. Ces développements interviennent dans un contexte de pression persistante sur ses encours fournisseurs liée au repli de son activité historique de ventes de produits et services pour le compte des opérateurs. A ce titre, la société Avenir Telecom a engagé début octobre 2013 une négociation avec l'ensemble de ses partenaires financiers en vue d'adapter sa structure de financement.

Bien que la société Avenir Telecom respecte au 30 septembre 2013 les ratios prévus par la convention de crédit (Dette nette sur EBITDA de 2,43 x et Dette nette sur capitaux propres de 34%), la démarche engagée par Avenir Telecom offre aux banques du pool la faculté de demander à la Société le remboursement anticipé de l'intégralité du capital restant dû (28,8 millions d'euros au 30 septembre 2013 dont 19,0 millions d'euros classés en dettes financières – part non courante), conformément aux termes de la convention de crédit. En conséquence, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité de l'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs, pourrait s'avérer non appropriée.

La Société considère qu'elle pourra mettre en place des solutions lui permettant de poursuivre son exploitation et de financer ses projets de développement dans le cadre de ses discussions actuelles avec ses partenaires.

Avertissement : certaines valeurs numériques contenues dans ce document sont issues de montants en euros ou milliers d'euros et ont fait l'objet d'arrondis. En conséquence, la somme de certaines valeurs peut ne pas être égale au total indiqué. Par ailleurs, le pourcentage de variation des montants arrondis au million d'euros et présenté dans ce document peut ne pas être strictement identique au pourcentage de variation des montants en euros ou milliers d'euros dont ils dérivent.

III Comptes consolidés intermédiaires et notes annexes

III.1 Compte de Résultat consolidé

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2013	30 septembre 2012
		(6 mois)	(6 mois)
Chiffre d'affaires		144 637	211 157
Coût des services et produits vendus		(100 244)	(157 437)
Marge brute		44 393	53 720
Taux de marge brute		30,7%	25,4%
Frais de transport et de logistique		(3 040)	(3 062)
Coûts des réseaux de distribution directe		(27 271)	(31 409)
Autres charges commerciales		(4 645)	(4 510)
Charges administratives		(10 383)	(12 880)
Autres produits et charges, nets		(149)	(28)
Résultat opérationnel		(1 095)	1 831
Produits financiers	(19)	9	13
Charges financières	(19)	(733)	(907)
Résultat financier		(724)	(894)
Résultat des activités poursuivies avant impôts sur le résultat		(1 819)	937
Impôts sur le résultat		(1 139)	(1 352)
Résultat net des activités poursuivies		(2 958)	(415)
Résultat net après impôts des activités abandonnées	(22)	17	(96)
Résultat net		(2 941)	(511)
Résultat net revenant			
- Aux actionnaires de la Société		(2 941)	(511)
- Aux intérêts minoritaires		-	-
Nombre moyen d'actions en circulation			
- de base		92 623 476	92 623 476
- dilué		92 623 476	92 623 476
Résultat net par action revenant aux actionnaires de la Société (en euros)			
Résultat net par action des activités poursuivies		(0,032)	(0,004)
Résultat net par action des activités abandonnées		0,000	(0,001)
Résultat net par action de l'ensemble consolidé		(0,032)	(0,006)
Résultat net par action dilué des activités poursuivies		(0,032)	(0,004)
Résultat net par action dilué des activités abandonnées		0,000	(0,001)
Résultat net par action dilué de l'ensemble consolidé		(0,032)	(0,006)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.2 État du résultat global total

Milliers d'euros	30 septembre 2013	30 septembre 2012
	(6 mois)	(6 mois)
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts	-	31
Ecart de conversion constaté en capitaux propres	129	817
Autres éléments du résultat global constatés directement en capitaux propres	129	848
Résultat net	(2 941)	(511)
Résultat global	(2 812)	337
- Part aux actionnaires de la Société	(2 812)	337
- Part des minoritaires	-	-

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.3 Bilan consolidé

Actif

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2013	31 mars 2013
Actifs non courants			
Ecart d'acquisitions nets	(4),(8)	7 857	7 805
Autres immobilisations incorporelles nettes	(5),(8)	12 971	13 204
Immobilisations corporelles nettes	(6),(8)	11 290	13 168
Instruments financiers dérivés - Part non courante	(9)	-	-
Autres actifs non courants nets	(7)	4 587	4 842
Impôts différés		23 041	22 981
Total actifs non courants		59 746	62 000
Actifs courants			
Stocks nets	(10)	40 307	41 582
Créances clients nettes	(11)	60 558	62 968
Instruments financiers dérivés - Part courante	(9)	-	-
Autres actifs courants	(12)	12 958	20 820
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(13)	15 393	22 620
Total actifs courants		129 216	147 990
Activités abandonnées			
Actifs des activités abandonnées		777	777
TOTAL ACTIF		189 739	210 767

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

Passif

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2013	31 mars 2013
Capitaux propres			
Capital social	(17)	18 688	18 688
Primes d'émission	(17)	7 652	7 652
Réserves consolidées	(17)	40 954	43 874
Ecart de conversion		(2 937)	(3 066)
Résultat de l'exercice		(2 941)	(2 940)
Intérêts minoritaires		-	-
Total capitaux propres		61 415	64 207
Passifs non courants			
Dettes financières - Part non courante	(14)	21 553	25 554
Provisions et autres passifs - Part non courante		625	625
Instruments financiers dérivés - Part non courante	(9)	22	43
Impôts différés		1 576	1 576
Total passifs non courants		23 776	27 798
Passifs courants			
Dettes financières - Part courante	(14)	9 777	8 653
Découvert bancaire	(14)	4 919	4 687
Provisions - Part courante	(15)	4 502	4 695
Fournisseurs		56 845	66 963
Instruments financiers dérivés - Part courante	(9)	-	-
Dettes fiscales et sociales		17 301	18 250
Dettes d'impôts courants		2 254	1 647
Autres passifs courants	(16)	7 366	12 269
Total passifs courants		102 964	117 164
Activités abandonnées			
Passifs des activités abandonnées		1 583	1 597
TOTAL PASSIF		189 739	210 767

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.4 Tableau consolidé des flux de trésorerie

Milliers d'euros	Notes	30 septembre 2013 (6 mois)	31 mars 2013 (6 mois)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPERATIONNELLES			
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société		(2 941)	(511)
Résultat net après impôts des activités abandonnées		17	(96)
Résultat net des activités poursuivies		(2 958)	(415)
Eléments non constitutifs de flux liés aux opérations d'exploitation :		2 655	3 598
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles, variation des dépréciations des actifs non courants		2 504	3 005
Variation des autres provisions	(15)	(203)	(254)
Variation nette des impôts différés		(59)	383
Amortissement des droits d'entrée et droits au bail payés aux bailleurs		202	312
Coût amorti de la dette		63	46
Effet des stock options et des actions gratuites		20	79
Effets des instruments financiers		(21)	-
Plus ou moins-value sur cessions d'actifs		149	28
Variation des actifs nets et passifs d'exploitation hors effets des acquisitions :		(3 700)	(2 588)
Variation des actifs/passifs relatifs aux clients		(472)	(1 923)
Variation des actifs/passifs relatifs aux fournisseurs		(2 901)	10 227
Variation des stocks		1 280	(12 724)
Variation des autres actifs/passifs d'exploitation		(1 607)	1 832
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies :		(4 004)	595
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées :		3	(42)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :		(4 001)	553
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions / cessions de filiales nettes de la trésorerie acquise / cédée		(30)	-
Produit net des cessions d'actifs		87	188
Acquisitions de droits de bail, droits d'entrée et fonds de commerce	(5)	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et autres incorporelles	(5),(6)	(629)	(804)
Variation des autres actifs immobilisés		55	17
Variation des actifs et passifs relatifs aux fournisseurs d'immobilisations		(55)	(64)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies :		(573)	(664)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :		(573)	(664)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Distribution de la prime d'émission et/ou de dividendes	(17)	-	-
Remboursement des emprunts	(14)	(4 296)	(25 086)
Nouveaux emprunts	(14)	-	39 264
Variation des découverts bancaires	(14)	1 506	(18 553)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies :		(2 790)	(4 375)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement :		(2 790)	(4 375)
Incidence des variations de change sur la trésorerie		136	328
Variation de trésorerie		(7 227)	(4 159)
Trésorerie en début d'exercice		22 620	36 251
Trésorerie en fin d'exercice		15 393	32 092

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Milliers d'euros (sauf le nombre d'actions)	Revenant aux actionnaires de la Société (capital, primes d'émission...) et intérêts minoritaires							
	Nombre d'actions	Capital	Prime d'émission	Réserves	Actions propres	Ecart de conversion	Résultat net	Total
Capitaux propres au 31 mars 2012	93 440 895	18 688	7 652	39 393	(1 501)	(3 241)	5 973	66 963
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	5 973	-	-	(5 973)	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	817	-	817
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts	-	-	-	31	-	-	-	31
Autres éléments du résultat global comptabilisés au titre de l'exercice	-	-	-	31	-	817	-	848
Distribution de la prime d'émission et/ou de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de souscription d'actions et actions gratuites : valeur des services rendus par le personnel	-	-	-	79	-	-	-	79
Résultat au 30 septembre 2012	-	-	-	-	-	-	(511)	(511)
Capitaux propres au 30 septembre 2012	93 440 895	18 688	7 652	45 476	(1 501)	(2 424)	(511)	67 379
Capitaux propres au 31 mars 2012	93 440 895	18 688	7 652	39 393	(1 501)	(3 241)	5 973	66 963
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	5 973	-	-	(5 973)	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	175	-	175
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts	-	-	-	(21)	-	-	-	(21)
Autres éléments du résultat global comptabilisés au titre de l'exercice	-	-	-	(21)	-	175	-	154
Distribution de la prime d'émission et/ou de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital suite aux levées d'options de souscription d'actions et/ou attribution définitive des actions gratuites	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de souscription d'actions et actions gratuites : valeur des services rendus par le personnel	-	-	-	30	-	-	-	30
Résultat au 31 mars 2013	-	-	-	-	-	-	(2 940)	(2 940)
Capitaux propres au 31 mars 2013	93 440 895	18 688	7 652	45 375	(1 501)	(3 066)	(2 940)	64 207
Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	(2 940)	-	-	2 940	-
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	129	-	129
Couvertures de flux de trésorerie, nettes d'impôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global comptabilisés au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	129	-	129
Options de souscription d'actions et actions gratuites : valeur des services rendus par le personnel	-	-	-	20	-	-	-	20
Résultat au 30 septembre 2013	-	-	-	-	-	-	(2 941)	(2 941)
Capitaux propres au 30 septembre 2013	93 440 895	18 688	7 652	42 455	(1 501)	(2 937)	(2 941)	61 415

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

III.5 Notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires

NOTE 1. LA SOCIETE

Avenir Telecom (la « Société ») est une société de droit français domiciliée à Marseille, France.

Avenir Telecom et ses filiales (le "Groupe") interviennent dans le domaine de la distribution de produits et de services de télécommunication, principalement de téléphonie mobile, mais également de téléphonie fixe et de services associés.

Le Groupe intervient en France et à l'étranger comme société :

- de commercialisation et de distribution commissionnée par les opérateurs sur les prises d'abonnements ;
- de commercialisation de contrats de service ;
- de commercialisation d'accessoires de téléphonie et objets connectés,
- de commercialisation de cigarettes électroniques et de recharges depuis mai 2013.

Sur chacun des marchés où il est présent, le Groupe peut être agréé par un ou plusieurs opérateurs et travaille notamment avec les principaux leaders européens du secteur.

Le Groupe organise sa distribution grand public en animant des réseaux de distribution en propre, à travers l'enseigne Internity. Le Groupe effectue également de la distribution professionnelle auprès de clients de la Grande Distribution ou de revendeurs spécialisés indépendants ou d'affiliés.

La date de clôture comptable a été décidée principalement en raison de la saisonnalité de l'activité afin de mieux la répartir au sein des semestres comptables. La performance du premier semestre n'est pas nécessairement représentative de la performance annuelle.

Avenir Telecom est cotée sur le compartiment C d'Euronext Paris.

Ces états financiers ont été arrêtés le 27 novembre 2013 par le Conseil d'Administration de la Société. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

NOTE 2. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

▪ Principes comptables

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur la période de 6 mois close au 30 septembre 2013 du groupe Avenir Telecom ont été préparés conformément à la norme IAS 34. S'agissant de comptes résumés, les notes présentées portent sur les éléments significatifs du semestre et doivent être lues en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013.

Le référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne : (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm #adopted-commission).

Les méthodes comptables appliquées pour le 30 septembre 2013 sont identiques à celles adoptées pour la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2013, à l'exception de la charge d'impôts sur le résultat qui, pour les situations intermédiaires, est déterminée sur la base de la meilleure estimation du taux effectif de l'impôt attendu pour l'ensemble de l'exercice en cours dans chacune des juridictions fiscales du Groupe, conformément à la norme IAS 34.

Les autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er avril 2013 n'ont pas eu d'incidence significative sur l'information financière semestrielle consolidée du Groupe au 30 septembre 2013.

Les normes et amendements de normes existantes suivants sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2013:

- Amendement d'IAS 1, « Présentation des autres éléments du résultat global (OCI) »,
- IFRS 13, « Evaluation de la juste valeur »,
- Amendements d'IFRS 1, « Première application des IFRS » concernant l'hyperinflation grave et les dates d'application fermes pour les premiers adoptants,
- Amendements d'IFRS 1, « Première application des IFRS » concernant les prêts gouvernementaux,
- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert »,
- Amendement d'IFRS 7, « Compensation des actifs et passifs financiers »,
- Amendement d'IAS 12, « Recouvrement des actifs sous-jacents »,
- Amendement d'IAS 19, « Avantage du personnel ».

Aucun de ces amendements et interprétations n'a eu d'incidence significative sur les états financiers semestriels de la Société au 30 septembre 2013.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice clos le 31 mars 2014, et n'a pas l'intention, à la date d'arrêté des états financiers semestriels de les appliquer dans ses comptes annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2014.

▪ Principales estimations

Au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2013, les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Ces estimations et hypothèses concourent à la préparation des états financiers au 31 mars 2013 et au 30 septembre 2013 ont été réalisées dans un contexte d'une difficulté à appréhender les perspectives économiques. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement.

NOTE 3. GESTION DU RISQUE FINANCIER

Facteurs de risques financiers

Par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de crédit, risque de liquidité et risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt. Le programme de gestion des risques du Groupe, qui est centré sur le caractère imprévisible des marchés financiers, cherche à en minimiser les effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

Risques de marché

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et peut donc être exposé au risque de change provenant de différentes expositions en devises. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des activités à l'étranger.

Le Groupe opérant principalement ses activités au sein de la zone euro, il est peu exposé au risque de change et n'a pas mis en place d'instruments de couverture.

Risque de variation de prix

Le Groupe n'a pas d'instrument coté sujet à un risque de prix.

Risque de flux de trésorerie et risque de variation de la juste valeur d'instruments liée à l'évolution des taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actif significatif portant intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et des découverts émis à taux variables qui exposent le Groupe au risque de flux de trésorerie sur taux d'intérêt.

Le Groupe gère son risque de flux de trésorerie sur taux d'intérêt en utilisant des swaps de taux visant à échanger du taux fixe contre du taux variable. Sur le plan économique, ces instruments de taux d'intérêts ont pour effet de convertir des emprunts à taux variable en emprunts à taux fixe. En règle générale, le Groupe contracte des emprunts à long terme à taux variables et les échange contre des emprunts à taux fixes inférieurs à ceux qu'il pourrait obtenir s'il empruntait directement à taux fixe. Aux termes des contrats de ces instruments de taux d'intérêt, le Groupe convient avec des tiers d'échanger, selon une périodicité définie, le différentiel entre les taux contractuels fixes et variables par référence à un certain montant notionnel (voir la note 14).

Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions de crédit aux clients (grossistes, distributeurs), notamment les créances non réglées et des transactions engagées.

Pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments dérivés souscrits à des fins de couverture et les transactions se dénouant en trésorerie comme les opérations de cession de créances, les dépôts, le Groupe contracte uniquement avec des institutions financières de grande qualité.

Par son activité et la concentration de ses clients (notamment les opérateurs de téléphonie pour l'activité prise d'abonnement et les distributeurs au titre de l'activité Ventes de Produits), le Groupe est exposé au risque de crédit. Pour les clients opérateurs, le Groupe considère que le risque de crédit est limité. Pour les clients distributeurs, le Groupe a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. Par ailleurs, le Groupe a adapté sa politique en matière de délai de règlement en fonction des types de clients et gère l'encours net avec ses clients distributeurs à travers les rémunérations qu'elle doit leur verser au titre de la souscription des abonnements. L'antériorité des créances fait l'objet d'un suivi régulier.

Risque de liquidité

Le Groupe gère sa liquidité dans le cadre d'un environnement économique et financier difficile qui continue de rendre particulièrement complexe l'appréhension des perspectives économiques.

Dans ce contexte, la Société Avenir Telecom a signé le 19 juin 2012 un contrat de financement bancaire de 40 millions d'euros avec un pool de six banques permettant le refinancement du capital restant dû de la convention de crédit mise en place en juillet 2007 et arrivant à échéance en juillet 2012.

Ce crédit de refinancement à taux variable arrive à échéance le 5 juin 2017 et est amortissable en 11 semestrialités. Le taux d'intérêt de référence est Euribor augmenté d'une marge de 285 points de base. La marge peut diminuer jusqu'à 215 points de base selon le ratio « Dettes financières nettes/EBITDA ». La convention de crédit est décrite en note 14.

Gestion du risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure optimale afin de réduire le coût du capital.

Pour préserver ou ajuster la structure de son capital, le Groupe peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, reverser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou vendre des actifs afin de se désendetter.

Conformément aux usages du secteur, le Groupe suit de près son capital en contrôlant son ratio d'endettement et d'autres ratios qui conditionnent les échéanciers de remboursement de certains crédits (note 14).

NOTE 4. ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe, qui sont identifiées en fonction de la zone géographique dans laquelle les activités sont exercées et du secteur d'activité.

Le tableau ci-dessous résume l'affectation des écarts d'acquisition aux secteurs d'activité et zones géographiques :

Milliers d'euros							
Zone géographique	Secteur d'activité	31 mars 2013	Nouvelles acquisitions	Dépréciation	Ajustement du prix d'acquisition	Impact de change	30 septembre 2013
Bulgarie	Distribution directe	264	-	-	-	-	264
France	Distribution directe	527	-	-	-	-	527
Portugal	Distribution directe	-	-	-	-	-	-
Roumanie	Distribution directe	802	-	-	-	(7)	795
Roumanie	Distribution indirecte	31	-	-	-	-	31
Royaume Uni	Distribution indirecte	6 182	-	-	-	59	6 241
Total écarts d'acquisition		7 805	-	-	-	52	7 857

NOTE 5. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	Droits au bail et droits d'entrée	Marques, relations clients contractualisées, logiciels et brevets	Autres immobilisations incorporelles	Total
VALEURS BRUTES				
31 mars 2012	20 582	9 500	527	30 609
Acquisitions	2	621	237	860
Cessions	(1 607)	(144)	-	(1 751)
Reclassements	-	(6)	(34)	(40)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	(1)	(4)	4	(1)
31 mars 2013	18 976	9 967	734	30 609
Acquisitions	-	157	222	379
Cessions	(171)	(65)	-	(236)
Reclassements	(173)	119	(119)	(173)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	3	(4)	2	1
30 septembre 2013	18 635	10 174	839	29 648
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS				
31 mars 2012	8 759	7 874	317	16 950
Dotations nettes	104	812	26	942
Cessions	(1 280)	(133)	-	(1 413)
Reclassements	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	(2)	(4)	-	(6)
31 mars 2013	7 581	8 549	343	16 473
Dotations nettes	3	412	37	452
Cessions	(11)	(65)	-	(76)
Reclassements	(169)	-	-	(169)
Variations de périmètre	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	(3)	-	(3)
30 septembre 2013	7 404	8 893	380	16 677
VALEURS NETTES				
31 mars 2013	11 396	1 418	390	13 204
30 septembre 2013	11 232	1 281	458	12 971

NOTE 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	Installations et agencements des magasins	Matériel informatique	Constructions et agencements	Autres immobilisations corporelles	Total
VALEURS BRUTES					
31 mars 2012	45 055	9 211	1 866	4 925	61 057
Acquisitions	632	193	63	134	1 022
Cessions	(3 847)	(65)	(18)	(28)	(3 958)
Reclassements	-	-	-	(1)	(1)
Variations de périmètre	-	-	-	(3)	(3)
Ecart de conversion	(23)	11	5	10	3
31 mars 2013	41 817	9 350	1 916	5 037	58 120
Acquisitions	164	10	56	20	250
Cessions	(311)	(1)	-	(11)	(323)
Reclassements	(394)	17	-	33	(344)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(16)	5	2	3	(6)
30 septembre 2013	41 260	9 381	1 974	5 082	57 697
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS					
31 mars 2012	29 528	8 572	1 414	4 066	43 579
Dotations nettes	4 201	290	95	308	4 894
Cessions	(3 427)	(62)	(7)	(27)	(3 523)
Reclassements	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	(3)	(3)
Ecart de conversion	(19)	10	5	9	5
31 mars 2013	30 283	8 810	1 507	4 353	44 952
Dotations nettes	1 755	142	43	116	2 056
Cessions	(259)	(1)	-	(11)	(271)
Reclassements	(326)	-	-	-	(326)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	(14)	5	2	3	(4)
30 septembre 2013	31 439	8 956	1 552	4 461	46 407
VALEURS NETTES					
31 mars 2013	11 534	540	409	684	13 168
30 septembre 2013	9 821	425	422	621	11 290

NOTE 7. AUTRES ACTIFS NON COURANTS NETS

Les autres actifs financiers comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Dépôts et cautionnements	3 596	3 666
Droits d'entrée et droits au bail payés aux bailleurs	710	916
Autres actifs immobilisés	281	260
Total autres actifs nets	4 587	4 842

Les dépôts et cautionnements concernent principalement les dépôts versés lors de la souscription des baux des magasins des réseaux de distribution directe. Ils sont enregistrés pour leur valeur historique. L'effet de l'actualisation sur la valeur actuelle n'est pas significatif.

NOTE 8. DEPRECIATION DES ACTIFS NON COURANTS

La note 2 des comptes annuels explicite les méthodes comptables retenues par le Groupe en matière de dépréciation des actifs non courants.

Milliers d'euros	31 mars 2013	Dotations (note 19)	Reprises sur dotations	Sorties suite à des mises au rebut ou cessions d'actifs	Reclassements	30 septembre 2013
Dépréciation des écarts d'acquisition	12 489	-	-	-	-	12 489

Dépréciation des droits au bail et droits d'entrée	-	-	-	-	-	-
Dépréciation des droits au bail et droits d'entrée payés aux bailleurs	9	-	-	-	-	9
Dépréciation des installations et agencements des magasins	70	-	-	(65)	-	5
Total	12 568	-	-	(65)	-	12 503

NOTE 9. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actif ou passif courant. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et en actif ou passif courant lorsque l'échéance de l'élément couvert est inférieure à 12 mois.

Milliers d'euros	30 septembre 2013		31 mars 2013	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Swap de taux d'intérêt	-	22	-	-
Tunnel participatif	-	-	-	43
Instruments financiers dérivés - couverture de flux de trésorerie	-	22	-	43
Swap de taux d'intérêt	-	-	-	-
Tunnel participatif	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés - détenus à des fins de transactions	-	-	-	-
Total	-	22	-	43
Moins la part non courante des :				
- Swap de taux d'intérêt	-	22	-	-
- Tunnel participatif	-	-	-	43
Part courante	-	-	-	-

Les caractéristiques des instruments de couverture sont présentées en note 14.

La variation de juste valeur entre le 31 mars 2013 et le 30 septembre 2013 s'analyse comme suit :

Milliers d'euros	Instruments financiers dérivés - couvertures de juste valeur	Instruments financiers dérivés - détenus à des fins de transactions	Total
Juste valeur au 31 mars 2013	(43)		(43)
Variation de juste valeur enregistrée en 'charges administratives' au compte de résultat	21		21
Inefficacité de couverture enregistrée en 'charges financières nettes' au compte de résultat	-	-	-
Transfert dans la réserve de couverture dans les capitaux propres	-	-	-
Juste valeur au 30 septembre 2013	(22)	-	(22)

NOTE 10. STOCKS NETS

Les stocks s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2013			31 mars 2013		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Matériel de téléphonie mobile et accessoires	37 735	(3 369)	34 366	37 933	(3 144)	34 789
Matériel multimédia	6 807	(866)	5 941	7 870	(1 077)	6 793
Stocks marchandises	44 542	(4 235)	40 307	45 803	(4 221)	41 582

NOTE 11. CREANCES CLIENTS NETTES

Les créances clients nettes s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2013			31 mars 2013		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Rémunérations à recevoir des opérateurs	41 824	(151)	41 673	45 515	(219)	45 296

Clients - factures à établir	1 473	-	1 473	1 789	-	1 789
Créances clients	21 918	(4 506)	17 412	21 149	(5 266)	15 883
Créances clients	65 215	(4 657)	60 558	68 453	(5 485)	62 968

Les créances regroupent essentiellement les créances sur les opérateurs au titre de l'activité de prise d'abonnements et celles sur les distributeurs relatives aux ventes de produits.

Les créances nettes ci-dessus comprennent des créances cédées dans le cadre de l'affacturage ou du financement des lignes de crédit court terme du Groupe (voir note 14) pour un montant de 10 579 milliers d'euros au 30 septembre 2013 contre 9 816 milliers d'euros au 31 mars 2013. La Société conservant la majeure partie des risques et des avantages liés à ces créances, elles ont été maintenues à l'actif du bilan.

Compte tenu des délais de règlement, la valeur nette comptable des créances clients nettes de dépréciations constitue une approximation raisonnable de la juste valeur de ces actifs financiers. L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste valeur de ces créances citées plus haut.

Les créances sont dépréciées à titre individuel ; ces créances dépréciées concernent principalement des revendeurs qui ont rencontré des difficultés économiques imprévues ou des clients avec lesquels des litiges peuvent exister.

Les créances clients sont principalement libellées en euros. Le Groupe considère donc que le risque de change n'est pas significatif sur ces actifs.

NOTE 12. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants se composent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Créances de TVA	3 033	3 418
Autres créances sur l'Etat	631	616
Fournisseurs, avoirs à recevoir, acomptes d'exploitation	4 519	11 713
Autres créances	2 266	2 397
Charges constatées d'avance	2 509	2 676
Total des autres actifs courants	12 958	20 820

Les autres créances sur l'État correspondent principalement à des acomptes de taxes opérationnelles ou d'impôt sur les sociétés.

NOTE 13. TRESORERIE ET DECOUVERTS BANCAIRES

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Trésorerie	15 393	22 620
Total Trésorerie et équivalents	15 393	22 620
Découverts bancaires	4 919	4 687

Le montant des lignes de crédit non utilisées se présente comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Lignes de crédit non utilisées	1 344	5 716
Affacturage	9 689	9 205

Le montant de l'affacturage non tiré s'analyse comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Créances clients cédées (note 14)	10 579	9 816
Montants tirés, en découvert	(890)	(611)
Affacturage non utilisé	9 689	9 205

NOTE 14. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières se décomposent comme suit :

Milliers d'euros	Taux	30 septembre 2013	31 mars 2013
Convention de crédit	Taux variable 4,24%	28 815	32 258
Autres dettes financières en euro	Taux variable 2,11% - 8,23%	2 501	1 933
Location-financement	Taux fixes 3,32% - 5,04%	14	16
Dettes financières totales		31 330	34 207
Part à moins d'un an		9 777	8 653
Part à plus d'un an		21 553	25 554
- dont entre 1 et 5 ans		21 553	25 554
- dont à plus de 5 ans		-	-

- **Financements en vigueur**

Affacturage

Afin de financer son besoin en fonds de roulement, la Société a signé en date du 26 juin 2007 un contrat d'affacturage. Au 30 septembre 2013, le montant net tiré est de 890 milliers d'euros (il était de 611 milliers d'euros au 31 mars 2013) et est inscrit sur la ligne « Découverts bancaires ».

Convention de crédit

En date du 19 juin 2012, Avenir Telecom S.A. a signé un contrat de financement bancaire de 40 millions d'euros avec un pool de six banques permettant le refinancement du capital restant dû de la convention de crédit mise en place en juillet 2007 et arrivant à échéance en juillet 2012. Ce crédit de refinancement à taux variable arrive à échéance le 5 juin 2017 et est amortissable en 11 semestrialités. Le taux d'intérêt de référence est Euribor augmenté d'une marge de 285 points de base. La marge peut diminuer jusqu'à 215 points de base selon le ratio « Dettes financières nettes/EBITDA ». Ce ratio est calculé semestriellement.

Les banques du pool pourraient demander le remboursement anticipé de l'intégralité du crédit notamment dans les cas suivants :

- en cas de non-respect d'un des deux ratios suivants :

Période de 12 mois s'achevant au	Ratio « Dettes financières nettes / EBITDA » inférieur à :	Ratio « Dettes financières nettes / fonds propres » inférieur à :
30 septembre 2013	2,5	1
31 mars 2014	2,5	1
30 septembre 2014	2,5	1
31 mars 2015	2,4	0,8
30 septembre 2015	2,4	0,8
31 mars 2016	2,3	0,8
30 septembre 2016	2,3	0,8
31 mars 2017	2,3	0,8

- en cas de distribution de dividendes, le remboursement du crédit pourrait notamment être demandé par les banques si le montant des dividendes est supérieur à 3 millions d'euros et/ou si certains ratios de performance (notamment basés sur le résultat net consolidé et le chiffre d'affaires consolidé) ne sont pas respectés.

Le contrat de financement comporte également des clauses de remboursement anticipé obligatoire en cas notamment de changement de contrôle de la Société, de cessions d'actifs et de génération de trésorerie excédentaire (« excess cash flow »).

Le contrat de crédit comprend en outre les restrictions usuelles portant principalement sur le montant des investissements, l'endettement supplémentaire, les engagements hors bilan, les opérations de croissance externe et l'octroi de sûretés et de prêts.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013, la Société Avenir Telecom S.A. a couvert 60 % de l'encours de ce crédit par des couvertures de risque de taux d'intérêt conformément à ce qui était prévu dans le contrat de crédit.

Ces crédits sont garantis à hauteur de 80% du capital restant dû par les fonds de commerce de 32 magasins situés en France.

Au 30 septembre 2013, les ratios sont tels que suit :

Ratios	30 septembre 2013	Seuil à respecter
R2 = Dette financière nette / EBITDA	2,43	<=2,50
R4 = Dette financière nette / Capitaux propres	0,34	<=1

L'EBITDA est défini comme suit : somme du résultat opérationnel au sens des normes IFRS et du total des dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises pour la période considérée, tels qu'ils figurent dans le compte de résultat consolidé et dans les annexes des comptes consolidés.

Les ratios sont respectés au 30 septembre 2013.

En date du 30 juillet 2010, la Société a signé un contrat de prêt de 4 millions d'euros. Ce prêt a été tiré en totalité. Au 30 septembre 2013, le capital restant dû est de 1 million d'euros.

▪ **Risque de change**

La quasi-totalité des dettes financières étant libellée en euros, le Groupe considère que le risque de change n'est pas significatif et n'a mis en place aucun instrument de couverture de change.

▪ **Risque de taux**

La totalité du financement du Groupe au 30 septembre 2013 est à taux variable.

Le 25 mars 2013, la Société a mis en place un swap de taux pour convertir le taux variable en taux fixe. Au 30 septembre 2013, le montant notionnel est de 19 656 milliers d'euros.

NOTE 15. PROVISIONS – PART COURANTE

Les provisions courantes s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	31 mars 2013	Nouvelles provisions	Provisions utilisées	Provisions reprises sans être utilisées	Reclassements	Variation de périmètre	Variation de change	30 septembre 2013
Annulation de rémunérations et garanties (note 2)	3 705	114	(424)	-	-	-	10	3 405
Litiges sociaux	568	281	(78)	(130)	-	-	-	641
Litiges commerciaux	36	-	(1)	-	-	-	-	35
Litiges fiscaux	63	-	-	-	-	-	-	63
Autres risques	323	35	-	-	-	-	-	358
Total Provisions courantes	4 695	430	(503)	(130)	-	-	10	4 502

Annulation de rémunérations

Des provisions sont constituées pour tenir compte des annulations de rémunérations du fait du non-respect de certaines obligations contractuelles, les provisions enregistrées dans les comptes clos au 31 mars 2013 ont été calculées sur la base de données statistiques historiques.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges correspondent à la meilleure estimation par les dirigeants de la Société pour couvrir les divers litiges fiscaux, commerciaux et sociaux. La Direction estime que l'issue de ces litiges ne donnera lieu à aucune perte significativement supérieure aux montants provisionnés au 30 septembre 2013.

Contrôle fiscal

La Société Avenir Telecom S.A. a fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les exercices clos au 30 juin 2006 et 31 mars 2007 et 2008. Le 6 novembre 2009, elle a reçu une première proposition de rectification interruptive en matière d'impôt sur les sociétés et de contribution sociale au titre de l'exercice clos le 30 juin 2006 et en matière de TVA au titre de la période du 1er juillet 2005 au 31 décembre 2006. Cette proposition de rectification a été contestée par la Société et l'administration fiscale a par la suite modifié sa proposition de rectification. Les demandes restantes de l'administration fiscale sont les suivantes :

En matière d'impôt sur les sociétés, réduction des actifs d'impôts différés non comptabilisé d'un montant de 3 585 milliers d'euros ;

Rectifications en matière de TVA de 10 182 milliers d'euros. Ces rectifications proposées en matière de TVA ont été mises en recouvrement par avis du 10 octobre 2011. Par deux décisions en dates des 23 avril 2012 et 4 mai 2012, l'administration a rejeté la réclamation contentieuse de la Société. La Société a par suite contesté cette décision devant le tribunal administratif de Montreuil, par requête introduite devant cette juridiction en date du 20 juin 2012. Le tribunal administratif de Montreuil a accusé réception de cette requête par courrier en date du 21 juin 2012. Par courrier du 6 août 2012, le service de la DGE a mis la Société en demeure de payer les rappels de TVA notifiés, ce que la Société a contesté par courrier en réponse du 28 août 2012, dès lors que la réclamation de la Société était assortie d'une demande de sursis de paiement faisant obstacle à tout recouvrement des rappels notifiés. Par courrier du même jour (6 août 2012), le comptable de la DGE a informé la Société du fait qu'il avait requis une inscription du Trésor à son encontre en vue de garantir le montant de sa créance. Le service de recouvrement de la DGE a demandé la constitution de garanties à hauteur du montant des rappels de TVA contestés en droit d'une valeur de 6 215 milliers d'euros. 21 fonds de commerce ont été donnés en garantie.

La Société, après avis motivé de son conseil fiscal, considère qu'elle dispose d'arguments solides lui permettant de trouver une issue favorable à ses intérêts. En conséquence, la sortie de ressources est incertaine et l'obligation ne peut être estimée de manière fiable. Il s'agit donc d'un passif éventuel et la Société n'a donc pas enregistré de provision au titre du redressement de TVA. La rectification en matière d'impôts sur les sociétés, qui est aussi contestée par la Société, serait, si elle était confirmée, sans incidence sur les comptes du Groupe compte tenu de l'existence de pertes fiscales pour lesquelles aucun actif d'impôt n'a été comptabilisé.

Contrôle URSSAF

La société Avenir Telecom S.A. a fait l'objet d'un contrôle URSSAF portant sur les années civiles 2009, 2010 et 2011. Le 30 août 2012, elle a reçu une notification à laquelle elle a répondu par courrier en date du 26 septembre 2012. Le 16 octobre 2012, le service contrôle a envoyé à la Société un rappel de cotisations de 519 milliers d'euros. La Société a contesté 277 milliers d'euros de redressement dans un acte introductif d'instance et a réglé le solde des rappels non contestés.

Litige commercial

Le 14 novembre 2008, Avenir Telecom S.A. France a reçu une assignation datée du 29 juin 2006 visant sa condamnation solidaire avec Avenir Telecom Polska pour un montant de 12 506 milliers de zlotys (3 080 milliers d'euros) correspondant à la pénalité contractuelle pour non-respect de la clause de non-concurrence augmentée des intérêts légaux. Avenir Telecom S.A. France étant visée au titre de la garantie prétendument accordée à Avenir Telecom Polska dans le cadre d'une lettre de confort émise en date du 12 mai 2005.

Le risque financier maximum de cette procédure était estimé à 16 890 milliers de zlotys (4 160 milliers d'euros) ; il n'a pas été provisionné compte tenu des arguments développés par Avenir Telecom S.A. France dans ses conclusions. Un jugement a été rendu le 9 septembre 2013 par le Tribunal de Grande Instance de Varsovie qui a rejeté l'ensemble des demandes formulées par la partie adverse et l'a condamnée aux frais de justice en considérant que le contrat est régi par le droit français.

Ce jugement est depuis devenu définitif car aucun appel n'a été interjeté dans le délai par la partie adverse.

NOTE 16. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants comprennent les éléments suivants :

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Clients créditeurs et avoirs à établir	4 160	6 884
Produits et rémunérations constatés d'avance	1 681	1 723
Autres passifs à court terme	1 525	3 662
Total des autres passifs courants	7 366	12 269

Les clients créditeurs correspondent notamment à certains acomptes reçus de la part d'opérateurs.

Conformément aux principes décrits en note 2 des états financiers annuels, la prise en profit des rémunérations encaissées d'avance est conditionnée à la réalisation d'objectifs commerciaux futurs.

NOTE 17. CAPITAUX PROPRES

- **Capital social**

Au 30 septembre 2013, le capital social s'établit à 18 688 milliers d'euros pour 93 440 895 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 0,20 euro.

- **Droits de vote**

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 octobre 1998, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Conformément à l'article L.225-124 du Code de Commerce, les actions converties au porteur ne bénéficient plus du droit de vote double, tout comme les actions ayant fait l'objet d'un transfert de propriété.

- **Actionnariat**

L'évolution de l'actionnariat se présente comme suit :

	30 septembre 2013			31 mars 2013		
	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote
Avenir Télécom	800 000	0,86%	0,00%	800 000	0,86%	0,00%
OXO	27 882 400	29,84%	39,72%	27 882 400	29,84%	39,72%
Jean-Daniel Beurnier	19 090 353	20,43%	27,19%	19 090 353	20,43%	27,19%
Robert Schiano-Lamoriello	330 520	0,35%	0,47%	330 520	0,35%	0,47%
Actions de concert	47 303 273	50,62%	67,38%	47 303 273	50,62%	67,38%
Agnés Tixier	168 640	0,18%	0,24%	168 640	0,18%	0,24%
Pierre Baduel	165 440	0,18%	0,24%	165 440	0,18%	0,24%
NPC2 Conseils	100	0,00%	0,00%	100	0,00%	0,00%
Equipe dirigeante	334 180	0,36%	0,48%	334 180	0,36%	0,48%
Public	45 003 442	48,16%	32,05%	45 003 442	48,16%	32,05%
Total	93 440 895	100,00%	100,00%	93 440 895	100,00%	100,00%

(1) Le capital de la société OXO est détenu par 2 actionnaires dirigeants du groupe AVENIR TELECOM, à hauteur de 60,5% par Jean-Daniel BEURNIER, de 39,5% par Robert SCHIANO-LAMORIELLO.

▪ **Imputation du résultat social de l'exercice précédent de la société Avenir Telecom**

L'Assemblée Générale d'Avenir Telecom S.A., réunie le 3 août 2012, appelée à statuer sur les comptes sociaux clos au 31 mars 2013, a affecté le profit de l'exercice s'élevant à la somme de 9 752 340,02 euros, comme suit :

- A hauteur de 9 739 140,02 euros, au poste Report à Nouveau ;
- A hauteur de 13 200 euros, au poste Réserve Légale.

▪ **Remboursement de prime d'émission**

Les sommes versées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 se sont élevées 4 993 milliers d'euros (0,054 euro par action). Aucune distribution n'a été effectuée au cours de la période close le 30 septembre 2012.

▪ **Actions propres**

L'Assemblée Générale du 18 juin 2010 a autorisé la Société, dans sa première résolution ordinaire, à procéder à des achats et ventes d'actions propres dans les limites suivantes :

- Part maximale du capital autorisé : 10%
- Montant maximal consacré au programme : 8 millions d'euros, quel que soit le prix d'achat considéré
- Prix maximal d'achat par action : 2,00 €, hors frais d'acquisition
- Cette autorisation a été donnée pour 18 mois à compter de l'Assemblée Générale réunie le 18 juin 2010. Elle prive d'effet et se substitue à une précédente autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 18 septembre 2009 dans sa neuvième résolution ordinaire, qui n'a jamais été mise en œuvre par la Société.

Au 30 septembre 2013, le nombre de titres acquis est de 800 000 pour un montant brut de 1 501 milliers d'euros. Ces actions propres sont classées en diminution des capitaux propres.

▪ **Options de souscription d'actions**

Attributions d'options de souscription d'actions

Au 30 septembre 2013, les options attribuées se répartissent comme suit :

Plan	Point de départ d'exercice des options	Prix d'exercice (en euro)	Rabais	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre total d'options attribuées	Nombre d'options caduques du fait du départ des salariés ou expiration du plan	Nombre d'options levées sur exercices antérieurs	Nombre d'options exerçables au 31 mars 2013	Nombre d'options levées sur la période	Solde à lever au 30 septembre 2013	Nombre d'options exerçables au 30 septembre 2013	Date d'expiration
26/01/2007	26/01/2010	2,59	5%	10	595 000	280 000	-	315 000	-	315 000	315 000	26/01/2014
14/12/2007	14/12/2010	2,02	5%	15	745 000	325 000	-	420 000	-	420 000	420 000	14/12/2014
15/12/2008	15/12/2011	0,82	0%	19	665 000	390 000	-	275 000	-	275 000	275 000	15/12/2015
15/12/2009	15/12/2012	1,00	5%	14	570 000	215 000	-	355 000	-	355 000	355 000	15/12/2016
23/12/2010	23/12/2013	0,77	5%	18	640 000	250 000	-	-	-	390 000	-	23/12/2017
TOTAL					3 215 000	1 460 000	0	1 365 000	0	1 755 000	1 365 000	

Il n'y a pas de conditions de performance attachées à ces plans d'options de souscription d'actions.

La juste valeur des services rendus, déterminée par référence à la juste valeur des options et actions gratuites, est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition.

- **Actions gratuites**

Attribution gratuite d'actions

Au 30 septembre 2013, les actions gratuites attribuées se répartissent comme suit :

Date d'attribution	Date d'acquisition	Nombre de bénéficiaires à l'origine	Nombre d'actions gratuites attribuées	Nombre d'actions gratuites caduques du fait du départ des salariés	Solde en cours d'acquisition au 30 septembre 2013	Nombre d'actions gratuites acquises jusqu'au 30 septembre 2013
16/12/2005	16/12/2008	3	160 000	-	-	160 000
26/01/2007	26/01/2010	3	160 000	-	-	160 000
14/12/2007	14/12/2010	3	170 000	-	-	170 000
29/10/2008	29/10/2011	3	170 000	-	-	170 000
11/02/2011	11/02/2014	2	85 000	-	85 000	-
TOTAL			745 000	-	85 000	660 000

Il n'y a pas de conditions de performance attachées à ces plans d'actions gratuites.

L'acquisition de ces actions gratuites par les salariés et/ou mandataires sociaux ne sera définitive qu'à l'issue d'une période de 3 ans à compter de leur date d'octroi.

NOTE 18. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Les dotations aux amortissements et les dépréciations s'analysent de la façon suivante :

Milliers d'euros	30 septembre 2013 (6 mois)	30 septembre 2012 (6 mois)
Variation des dépréciations sur clients et autres actifs circulants nette des pertes sur créances irrécouvrables	(36)	(1 084)
Variation des dépréciations sur stocks nettes des pertes sur stocks	(281)	(734)
Variation nette des dépréciations sur l'actif courant	(317)	(1 818)
Amortissements des immobilisations incorporelles (note 7)	(452)	(482)
Amortissements des immobilisations corporelles (note 8)	(2 056)	(2 536)
Variation nette des dépréciations sur autres actifs non courants	4	14
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, et variation nette des dépréciations sur autres actifs non courants	(2 504)	(3 005)
Variation des provisions	203	254
Total des dotations aux amortissements et dépréciations	(2 618)	(4 569)

NOTE 19. RESULTAT FINANCIER

Les charges financières nettes sont composées des éléments suivants :

Milliers d'euros	30 septembre 2013 (6 mois)	30 septembre 2012 (6 mois)
Charges financières	(733)	(907)
Intérêts bancaires	(599)	(796)
Pertes de change	(116)	(102)
Autres charges financières	(18)	(9)
Produits financiers	9	13
Produits de placement court terme	9	13
Résultat Financier	(724)	(894)

NOTE 20. IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'imposition sur les résultats a été déterminée sur la base de la meilleure estimation du taux effectif de l'impôt attendu pour l'ensemble de l'exercice dans chaque pays. Des actifs d'impôt différé d'un montant de 1,6 million d'euros n'ont pas été reconnus sur la période au titre de pertes générées dans certaines juridictions fiscales.

NOTE 21. INFORMATION SECTORIELLE

En application d'IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité de Direction, composé des principaux décideurs opérationnels du Groupe. Les secteurs opérationnels sont suivis individuellement en termes de reporting interne, suivant des indicateurs communs. Le suivi des performances et l'allocation des ressources sont déterminées sur la base de ces secteurs opérationnels. Les données chiffrées publiées et issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS appliqué par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Les secteurs d'activité du Groupe se décomposent en une activité de distribution indirecte et une activité de distribution directe :

- L'activité indirecte concerne la distribution professionnelle auprès de clients de la Grande Distribution ou de revendeurs spécialisés indépendants ou d'affiliés ;
- L'activité directe concerne la distribution grand public via des réseaux de magasins détenus en propre.

Les résultats opérationnels par secteur d'activité sont détaillés ainsi :

Milliers d'euros	Distribution directe	Distribution indirecte	Non alloué	Total groupe
30 septembre 2013				
Ventes brutes	82 955	61 682	-	144 637
Ventes inter-segment	-	-	-	-
Chiffres d'affaires	82 955	61 682	-	144 637
Marge brute	33 546	10 847	-	44 393
Résultat opérationnel	(1 317)	222	-	(1 095)
30 septembre 2012				
Ventes brutes	95 418	115 739	-	211 157
Ventes inter-segment	-	-	-	-
Chiffres d'affaires	95 418	115 739	-	211 157
Marge brute	39 011	14 709	-	53 720
Résultat opérationnel	(622)	2 453	-	1 831

Au 30 septembre 2012, la marge brute de l'activité indirecte comprend un profit sur exercices antérieurs de 2,7 millions d'euros au titre du remboursement d'une taxe liée à l'achat de certains produits sur les périodes précédente.

NOTE 22. ACTIVITES ABANDONNEES

▪ Nature des activités abandonnées

Les activités abandonnées regroupent l'activité Internet, le Service Après-Vente des téléphones mobiles et les activités de distribution de téléphonie directes et indirectes basées en Belgique.

- L'activité Internet : en 1999, Avenir Telecom a démarré une activité dans le domaine de l'Internet à la fois comme distributeur et fournisseur d'accès Internet, principalement à travers son offre e-pack Net-Up, et comme prestataire de services complémentaires. Au cours du dernier trimestre de l'année civile 2001, la Société a décidé d'arrêter totalement cette activité. Compte tenu des engagements contractuels existant envers les clients de Net-Up, l'arrêt définitif de cette activité est intervenu le 31 décembre 2004.
- L'activité Service Après-Vente : en 2004, Avenir Telecom a décidé d'abandonner son activité de Service Après Vente (SAV). La liquidation définitive des sociétés concernées n'a pas encore été prononcée à ce jour.
- Les activités de distribution de téléphonie directes et indirectes basées en Belgique : en 2007, le Groupe Avenir Telecom a décidé d'arrêter ces activités non profitables en Belgique.

Compte de résultat

Milliers d'euros	30 septembre 2013 (6 mois)	30 septembre 2012 (6 mois)
Chiffre d'affaires	-	-
Marge brute	-	-
Résultat opérationnel	17	(96)
(Charges) Produits financiers nets	-	-
Résultat net après impôts des activités abandonnées	17	(96)

NOTE 23. INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Milliers d'euros	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Charges	(1 555)	(2 271)
Mise à disposition de personnel	(1 098)	(1 853)
Loyers	(441)	(412)
Intérêts	(16)	(6)

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Dette Oxo	1 524	3 066
Dette SCI Les Rizeries	480	240

La dette envers Oxo est classée en 'autres passifs courants' et la dette envers la SCI Les Rizeries est classées en 'dettes fournisseurs'.

- **Ventes et achats de services, soldes de clôtures liés aux ventes et achats de services**

OXO est la société holding du groupe Avenir Telecom dont elle détient 29,84 % au 30 septembre 2013 et au 31 mars 2013.

À compter du 1^{er} janvier 2004, un contrat de mise à disposition de personnel a été signé entre des sociétés du Groupe Avenir Telecom et OXO. Au 30 septembre 2013, sept personnes étaient concernées par ces contrats dont les quatre membres du comité de direction, également administrateurs.

Une SCI qui a pour associés Jean-Daniel Beurnier et Robert Schiano-Lamoriello, respectivement Président Directeur général et Directeur général d'Avenir Telecom, est locataire dans le cadre d'un contrat de crédit-bail immobilier du bâtiment qui abrite le siège social du Groupe et facture à ce titre des loyers.

- **Rémunérations des principaux dirigeants**

À compter du 1^{er} janvier 2004, les membres du comité de direction ont été transférés de la Société Avenir Telecom S.A. vers la société OXO, actionnaire de la Société. Leur prestation est facturée aux frais réels dans le cadre d'un contrat de mise à disposition du personnel.

Les informations ci-dessous comprennent les rémunérations brutes totales y compris les avantages en nature directs et indirects attribués par la société OXO et refacturées à Avenir Telecom ainsi que celles attribuées par Avenir Telecom et les sociétés qu'elle contrôle.

Au titre de la période close le 30 septembre 2012 et le 30 septembre 2011, le montant total des rémunérations des membres du comité de direction se décompose comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2013	30 septembre 2012
Jetons de présence	-	838
Salaires et autres avantages à court terme	351	351
Paieement fondé sur des actions	14	14
Montant global des rémunérations de toutes natures allouées aux membres permanents du Comité de Direction présents au 30 septembre 2013, soit 4 personnes	365	1 203
Dettes sur ces rémunérations	2 558	1 558

NOTE 24. RISQUES ET ENGAGEMENTS

Les différents engagements financiers et obligations du Groupe peuvent être résumés ainsi :

- **Engagements donnés**

Les obligations contractuelles totales comptabilisées ou non au bilan s'analysent comme suit :

Milliers d'euros	30 septembre 2013	31 mars 2013
Cautions en faveur d'un fournisseur	1 289	1 290
Lettres de confort et cautions en garantie des engagements des filiales	6 782	9 272
Total engagements donnés	8 071	10 562

NOTE 25. EFFECTIFS

Les effectifs du Groupe s'analysent de la façon suivante :

Répartition géographique	30 septembre 2013	31 mars 2013
France	524	526
International	1 371	1 456
Effectif total	1 895	1 982

Répartition statutaire	30 septembre 2013	31 mars 2013
Cadres	156	153
Employés et agents de maîtrise	1 739	1 829
Effectif total	1 895	1 982

NOTE 26. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés suivantes font partie du périmètre de consolidation :

Sociétés	Note	Pays	31 septembre 2013		31 mars 2013	
			% d'intérêt	Méthode	% d'intérêt	Méthode
Distribution & Téléphonie						
Avenir Telecom France S.A.		France	100	IG	100	IG
Voxland Sarl		France	100	IG	100	IG
Inova SAS	(2)	France	100	IG	100	IG
Inova VD	(2)	France	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Benelux S.A.	(2)	Belgique	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Belgium NV	(2)	Belgique	100	IG	100	IG
Internity Belgique	(2)	Belgique	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Bulgarie		Bulgarie	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Spain S.A.		Espagne	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Hong-Kong Ltd	(2)	Hong Kong	90	IG	90	IG
Avenir Telecom International S.A.		Luxembourg	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Netherlands BV	(2)	Pays-Bas	100	IG	100	IG
Mobile Zone	(2)	Pologne	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Portugal S.A.		Portugal	100	IG	100	IG
Avenir Telecom Lojas de Comunicações, S.A.		Portugal	100	IG	100	IG
Avenir Telecom SGPS	(2)	Portugal	100	IG	100	IG
Finantel Distribuição, SGPS, S.A.	(2)	Portugal	100	IG	100	IG
Fintelco SGPS, S.A.	(2)	Portugal	100	IG	100	IG
Infante SGPS, Lda	(2)	Portugal	100	IG	100	IG
Artimark – Serviços de Consultoria, Lda	(2)	Portugal	100	IG	100	IG
Leadcom – Telecomunicações Móveis, S.A.		Portugal	27	ME	27	ME
Avenir Telecom Romania Ltd		Roumanie	100	IG	100	IG
Internity Roumanie	(2)	Roumanie	100	IG	100	IG
Global Net	(2)	Roumanie	100	IG	100	IG
Egide	(2)	Roumanie	100	IG	100	IG
Avenir Telecom UK Ltd		Royaume-Uni	100	IG	100	IG
CMC (Complete Mobile Communications) Telecom Ltd	(2)	Royaume-Uni	100	IG	100	IG
Internity UK	(2)	Royaume-Uni	100	IG	100	IG
Activités abandonnées						
Service Après Vente (SAV)						
Cetelec S.A.S.	(2)	France	100	IG	100	IG
Cetelec Belgium BVBA	(2)	Belgique	100	IG	100	IG
Centrolec Telecom S.A.	(2)	Espagne	100	IG	100	IG
Pcetelec Sarl	(2)	France	100	IG	100	IG
Internet						
Strategie Sarl	(1)	France	-	-	50	IG
Mediavet S.A.	(2)	France	49	ME	49	ME
Play-Up S.A.S.	(1)	France	-	-	52	IG
World-Up S.A.	(1)	France	-	-	51	IG

Méthodes de consolidation : IG = intégration globale ; ME = mise en équivalence ; NC = non consolidé.

(1) Société liquidée au cours de la période close le 30 septembre 2013.

(2) Société sans activité.

NOTE 27. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Incertitude sur la continuité d'exploitation

Au cours du semestre, le Groupe Avenir Telecom a complété son portefeuille d'activité autour du développement des ventes d'accessoires et objets connectés sous marque propre et licence, par la commercialisation de mobiles et tablettes à bas prix et de cigarettes électroniques. Ces développements interviennent dans un contexte de pression persistante sur ses encours fournisseurs liée au repli de son activité historique de ventes de produits et services pour le compte des opérateurs. A ce titre, la société Avenir Telecom a engagé début octobre 2013 une négociation avec l'ensemble de ses partenaires financiers en vue d'adapter sa structure de financement.

Bien que la société Avenir Telecom respecte au 30 septembre 2013 les ratios prévus par la convention de crédit (Dette nette sur EBITDA de 2,43 x et Dette nette sur capitaux propres de 34%), la démarche engagée par Avenir Telecom offre aux banques du pool la faculté de demander à la Société le remboursement anticipé de l'intégralité du capital restant dû (28,8 millions d'euros au 30 septembre 2013 dont 19,0 millions d'euros classés en dettes financières – part non courante), conformément aux termes de la convention de crédit. En conséquence, l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de continuité de l'exploitation, concernant notamment l'évaluation des actifs et passifs, pourrait s'avérer non appropriée.

La Société considère qu'elle pourra mettre en place des solutions lui permettant de poursuivre son exploitation et de financer ses projets de développement dans le cadre de ses discussions actuelles avec ses partenaires.

IV Rapport des Commissaires aux comptes

Christine Blanc-Patin
2, boulevard de Gabès
13008 Marseille

PricewaterhouseCoopers Audit
Les Docks – Atrium 10.1
10 place de la Joliette – BP 81525
13567 Marseille Cedex 2

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Aux actionnaires

Avenir Telecom SA
Les Rizeries
208, boulevard de Plombières
13581 Marseille Cedex 20

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Avenir Telecom SA, relatifs à la période du 1^{er} avril 2013 au 30 septembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 27 qui expose l'incertitude sur la continuité d'exploitation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Marseille, le 27 novembre 2013

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Christine Blanc-Patin

Didier Cavanié